Mettre en avant notre profil anticapitaliste et révolutionnaire dans la jeunesse

La capitulation du gouvernement Syriza en Grèce est sans doute l'expérience la plus importante depuis de nombreuses années pour montrer l'impasse des solutions réformistes. Lorsque les mobilisations n'arrivent pas à remettre en cause le pouvoir d'Etat, les réponses institutionnelles des réformistes trouvent plus d'échos.

Des « alternatives » réformistes émergent de plus en plus : le Front de Gauche dans la campagne de 2012, Podemos jusqu'à récemment, ou encore le succès de Jeremy Corbyn dans l'accès à la tête du Labour Party. Des franges importantes de la jeunesse se politisent sur la base de ces phénomènes : nous devons y être attentifs pour contre-argumenter et avancer notre stratégie révolutionnaire.

Tsipras a été confronté à une énorme pression de la Troïka, notamment lorsque la BCE a coupé les robinets et que les travailleur-se-s ne pouvaient plus retirer de l'argent aux distributeurs. Mais Tsipras a refusé de s'affronter aux capitalistes y compris en Grèce, comme les très puissants armateurs. Elu contre les mémorandums, il se retrouve, face à la logique du système, à imposer un nouveau mémorandum. Au Royaume-Uni, Corbyn aussitôt élu renonce aux éléments les plus radicaux de son programme comme les nationalisations ou l'opposition claire au sionisme. Une politique qui vise à composer avec les dirigeants capitalistes est sans issue et conduit au renoncement à tout programme anti-austérité. Quant à Podemos, son discours contre la « caste » apparaît compromis puisqu'il s'est rapproché du PSOE, puisqu'il accepte de se faire représenter par un haut gradé de l'armée et de se soumettre à l'OTAN…

Nous devons à la fois défendre l'idée qu'il faut des mobilisations de masse des travailleur-se-s et des jeunes pour résister à toutes les mesures anti-sociales (y compris s'ils viennent de la « gauche »), et à la fois défendre une alternative politique, qui justement viendra de la lutte de classe. Il n'y aura pas de raccourcis gouvernementaux sans la prise du pouvoir par les jeunes et les salariés. Seules des mobilisations de masse de la classe ouvrière et l'émergence de nouveaux organes de pouvoir au sein de celles-ci permettra de mettre à bas ce système. La fin des politiques austéritaires nécessite de rompre avec le capitalisme et ses institutions.

Le refus de cautionner le troisième mémorandum d'une partie de Syriza et la constitution d'Unité populaire est pour nous un pas positif (bien que cela reste une force réformiste) car il opère une clarification sur la gauche et une rupture avec le gouvernement. Plus généralement, l'expérience grecque provoque des débats parmi les réformistes, entre ceux qui soutiennent encore Tspiras (PCF, Podemos) et ceux qui mettent en avant un « Plan B » impliquant la rupture avec l'UE (PG, Lafontaine). Cette position peut exprimer à la fois une forme de chauvinisme et une volonté de s'opposer à un des obstacles à la mise en place d'un programme anti-austérité. Nous dialoguons

avec leur base en affirmant la nécessité de rompre avec le capitalisme.

Nous cherchons à expliquer qu'il est indispensable de construire des organisations révolutionnaires capables de mener leurs propres politiques.

Jeunes de la TC, le 18 novembre 2015